

# LE BIMI

la  
cgt  
93

N° 930 • Mars 2025 • Mensuel syndical de l'Union Départementale CGT 93 • 1.50 €

## 8 MARS : L'égalité salariale est une urgence !

150 000  
manifestant.e.s  
à Paris



**Déménagement du  
Conseil départemental :**  
*La parole aux agent.e.s*

**Stop Arming Israël :**  
*Deux matinées d'action contre la  
complicité d'entreprises françaises  
avec l'armée israélienne*

**USR CGT 93 :**  
*Les retraites du 93  
ne lachent rien !*

**IHS CGT 93 :**  
*Quand Mecano défendait  
l'emploi et l'outil coupant..*



Credit photo : Fotosearch - GraphicObsession.

# Votre organisation syndicale nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions pour vous et votre famille : auto, habitation, santé, crédit...

Et aussi des solutions adaptées au monde de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : [macif.fr](http://macif.fr)



La Macif,  
c'est **vous.**

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.



Les contrats santé distribués par la Macif sont assurés par une mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française.

Les crédits à la consommation distribués par la MACIF sont des produits **SOCRAM BANQUE**, Société anonyme. Capital 70 000 000 €. RCS NIORT 682 014 865. Siège social : 2 rue du 24 février CS90000 79092 NIORT cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)).

**MACIF** - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort. **Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement pour le compte de Socram Banque. N° Orias 13005670 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr))**



# édito

**Kamel BRAHMI**

Secrétaire général de l'UD CGT 93

## On ne bat pas en retraite.

L'arrivée au pouvoir d'un oligarque peroxydé à la Maison Blanche entraîne notre monde dans de nouvelles turbulences. Donald Trump incarne un nouveau stade du capitalisme, pour qui les régulations démocratiques les états représentent des entraves « insupportable » à la maximalisation des profits. Le rêve des libertariens qui dominent son équipe gouvernementale est de multiplier les zones d'exception, ces territoires où les lois sont allégées, où l'impôt est réduit à néant, et où les entreprises peuvent opérer sans limites.

Cette équipe, pour parvenir à ses fins s'appuie sur une internationale d'extrême droite pour déstabiliser, diviser. Guerre idéologique, guerre commerciale, guerre sociale, guerre militaire, le projet de Trump c'est bien l'orage guerrier. Et il peut malheureusement compter sur un patronat complaisant voir pleinement connivent, au États Unis et même en France. Bernard Arnault ( LVMH) et Rodolphe Saadé ( CMA CGM), des capitalistes parmi les plus puissants du pays, sont partis embrasser la bague du parrain à Washington.

**"La guerre, c'est la guerre des hommes ; la paix, c'est la guerre des idées."** - Victor Hugo. Nous entrons dans un temps où les organisations militantes progressistes ont une grande responsabilité. Lutte sociale, bataille des idées, la CGT doit démontrer toute son utilité.

Utile pour déconstruire les discours qui portent la régression sociale. Utile pour contrer la machine à consentement de l'économie de guerre. Irremplaçable pour impulser les mobilisations et rassembler largement. Une CGT qui devra être pleinement mobilisée pour Imposer, en construisant du rapport de force, les réponses aux défis sociaux et environnementaux.

Notre participation aux concertations sur les retraites obéissait à cette démarche. Il s'agissait de peser dans les discussions, de les rendre totalement publiques et d'en faire un levier pour informer et mettre en mouvement les travailleuses et travailleurs. Le patronat et le gouvernement ont multiplié les provocations et cherché à verrouiller toutes avancées. Dont acte c'est désormais dans la rue et les entreprises que le débat doit avoir lieu !

Les discours va-t-en-guerre ont au moins un avantage, ils démontrent que « l'argent magique » existe. L'économie est bien politique. Le partage des richesses pour financer la retraite à 60 ans, les services publics, la transition écologique, est le seul chemin. Et là où il y a une volonté, il y a un chemin !



## Sommaire

- 03 Editorial
- 04 Deux matinées d'action contre la complicité d'entreprises françaises avec l'armée israélienne
- 05 Brèves de luttes
- 06 Déménagement du Conseil départemental : la parole aux agent.e.s
- 08 8 mars - retour en images
- 10 BLS Omnisport 93 : le club de sport se développe et se structure
- 11 La formation syndicale
- 12 IHS CGT 93 : Quand Mecano défendait l'emploi et l'outil coupant
- 14 USR CGT 93 : Les retraites du 93 ne lachent rien !

# Deux matinées d'action contre la complicité d'entreprises françaises avec l'armée israélienne

Le 16 octobre 2023, au début de l'offensive menée par Israël contre la bande de Gaza, les syndicats palestiniens lançaient un appel à destination de leurs camarades à travers le monde : « *Mettez fin à toute complicité ! Arrêtez d'armer Israël !* ». En effet les états occidentaux, au-delà de soutenir diplomatiquement la politique du gouvernement d'extrême-droite israélien, lui apportent également leur soutien en fournissant de l'armement et de l'équipement. Nous relayons les 5 points de l'appel des syndicats palestiniens :

- ❶ **Refuser de construire des armes destinées à Israël.**
- ❷ **Refuser de transporter des armes vers Israël.**
- ❸ **Adopter des motions en ce sens au sein de leur syndicat.**
- ❹ **D'agir contre les entreprises complices qui participent à la mise en œuvre du siège brutal et illégal d'Israël, en particulier si elles ont des contrats avec votre institution.**
- ❺ **Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils cessent tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des Etats-Unis, qu'ils cessent de le financer.**

Aujourd'hui en France, la campagne est menée depuis plusieurs mois par des camarades syndicalistes dont certain-es sont issu-es de la CGT. En Seine-Saint-Denis, notre Union Départementale a fait le choix de relayer et de participer aux journées d'action nationales organisées par la campagne Stop Arming Israël.

En effet, après plus d'une année d'une offensive génocidaire les mort-es se comptent par dizaines de milliers dont la moitié sont des femmes et des enfants.

A ce jour, notre département accueille deux entreprises qui participent à des accords avec Israël : Airbus et Safran. Échanges de technologies, innovations testées sur le peuple palestinien, joint-ventures et composants « made in France » retrouvés

dans les débris de bombes à Gaza... outre les ventes directes de matériel à l'armée, les liens entre l'industrie de l'armement française et la machine de guerre israélienne sont aussi nombreux que discrets.

Face à cette situation, la CGT 93 a participé aux distributions de tracts à destination des travailleurs et des travailleuses de ces deux entreprises à La Courneuve et à Dugny. L'objectif de ces actions n'est bien entendu pas de pointer une quelconque responsabilité des salarié-es dans les choix stratégiques et commerciaux de leurs employeurs mais bien de mettre les patrons face à leurs responsabilités et face aux conséquences humaines et morales de leur choix toujours dictés par l'appât du gain.

Pour preuve, nous savons qu'Airbus a développé des drones en partenariat avec des entreprises d'armement israéliennes et a vendu des hélicoptères de combat et des systèmes de protection antimissile infrarouge à l'armée de l'Etat Hébreux. De son côté, Safran collabore avec la société Rafael sur la fabrication de jumelles numériques, avec Elbit sur la fabrication de drones tactiques et fourni des composants numériques intégrés dans les systèmes anti-missiles israéliens.

En sus de ces initiatives, la CGT 93 s'engage à poursuivre son travail politique de discussions et d'explications auprès des salarié-es et de nos camarades syndicalistes à l'intérieur de ces entreprises ainsi qu'avec leur structure professionnelle afin que puisse se matérialiser les valeurs de paix et de solidarité internationaliste qui font partie de l'ADN de notre CGT depuis sa création il y a 130 ans.



**Antifascisme** : Le collectif Visa 93, qui regroupe de nombreux syndicats du département, a tenu sa première formation intersyndicale sur la lutte contre l'extrême droite. Organisée à la bourse départementale du travail de Bobigny, cette formation a réuni plus de 80 syndicalistes.



L'EXTRÊME DROITE, C'EST L'ENNEMIE  
DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES.

AGISSONS SYNDICALEMENT !



Observatoire  
du télétravail

**UGICT-CGT** : L'observatoire du télétravail lance sa nouvelle enquête nationale ! Ce questionnaire a pour objectif d'établir des données quantitatives et qualitatives quant aux conditions dans lesquelles les salarié-es en situation de télétravail exercent leurs fonctions. L'enquête est accessible sur le lien suivant : <https://syndicoop.fr/enquetes/index.php/744174?newtest=Y&lang=fr>

## Santé en Seine-Saint-Denis :

Nos camarades retraité-es poursuivent leur campagne sur l'accès au soin dans le département. Engagée depuis l'automne 2024, cette campagne crée une convergence entre les soignant-es et les soigné-es. Le 11 mars dernier, les retraité-es du 93 organisaient un rassemblement sur le parvis de la Préfecture, suivi d'une nouvelle manifestation régionale à Paris le 20 mars.



**Solidarité - migrant-es** : 450 mineurs étrangers non accompagnés qui occupaient la Gaîté Lyrique à Paris ont été violemment expulsés par la police le 18 mars dernier tôt le matin. 46 personnes ont été interpellées. Ces jeunes occupaient cette salle de spectacle depuis le 10 décembre dernier, et demandaient une prise en charge de l'Etat, qui en tant que personnes mineures, leur étaient due. Cette expulsion intervient dans un contexte de répression globale des étranger-es en France. Le 7 mars dernier, la CGT et le collectif Livre noir avaient manifesté à Bobigny contre les conditions d'accueils à la Préfecture de Seine-Saint-Denis. Une nouvelle manifestation unitaire est prévue à Paris le 22 mars.

**Palestine** : Entre le 17 et le 18 mars, Israël a tué au moins 330 palestinien-nes dans des bombardements à Gaza, brisant une trêve qui n'a en réalité jamais été respectée par Tsalh, puisque les violences se poursuivent depuis plusieurs semaines en Cisjordanie, notamment de la part des colons. De leur côté, les USA ont balayé d'un revers de main le plan de sortie de crise de la Ligue arabe, qui prévoyait la reconstruction de Gaza et son administration multipartite, faisant planer un risque de nettoyage ethnique.

# Déménagement du Conseil départemental : la parole aux agent·es !

**Annoncé au début de l'année, le projet de déménagement du Conseil départemental, de Bobigny à Saint-Denis a jeté le trouble parmi les agent·es, qui y voient un manque de considération et une forme de verticalité de plus en plus inquiétante dans la prise de décision. La CGT donne la parole aux agent·es !**



**Sarah\*** : Les conséquences de ce déménagement, c'est l'allongement de mon temps de trajet 25 minutes aller et 25 minutes retour, ce qui m'est d'autant plus dommageable puisque j'ai fait le choix il y a plusieurs années de déménager pour me rapprocher de mon lieu de travail, afin d'améliorer ma qualité de vie et ne plus prendre ma voiture. Ce projet est d'autant plus contradictoire que le département avait engagé des démarches d'amélioration des conditions de travail. Au-delà des questions de transports, je vais me retrouver du jour au lendemain dans un bureau qui ne sera pas adapté à mon métier, en tant que documentaliste j'ai besoin de m'étaler un minimum et cette organisation ne répond pas à mes besoins professionnels. La Seine-Saint-Denis est un département très particulier, qui a besoin d'autant plus d'avoir des agents impliqués. En termes de santé et de sécurité au travail, le Département est sorti des clous.

**Fabienne\*** : Mon temps de trajet va augmenter de 30 minutes aller-retour, quotidiennement. Je suis complètement opposée au fait de travailler en open space et en flex office. Je travaille actuellement dans un bureau avec une collègue, nous avons pris nos marques et tout se passe très bien.

En revanche, je ne vois pas comment nous allons pouvoir travailler de manière efficace, à 6 personnes dans le même espace de travail. Comment ne pas déranger les collègues lorsqu'on doit passer un appel téléphonique ? Comment ne pas se marcher dessus dans ces conditions ? Cette réorganisation soulève de nombreuses questions

très concrètes qui restent sans réponse aujourd'hui.

Il est troublant de voir un Président socialiste, qui a longtemps cultivé une image d'un département qui prend en compte la santé et le bien être de ses agents, s'asseoir sur les avis de ses salarié·es de manière si autoritaire. Dans un contexte de casse des services publics, et de mise en danger de la démocratie en France et à l'internationale, j'attendais de M. Troussel qu'il réaffirme l'importance de la démocratie dans tous les espaces de la société, y compris au travail. Lorsqu'en juin dernier, le Département nous avait appelé à se rassembler pour réaffirmer notre opposition à l'extrême droite, nous avions répondu présent·es. Dans ce contexte, les méthodes employées par le Département me choquent.

\* Les prénoms ont été changés



en mettant en avant 3 arguments : l'impact sur la mobilité des agent-es, le risque d'un plan social déguisé avec des départs plus ou moins volontaires, et les conditions de travail dégradées au sein de cette nouvelle organisation du travail en flex office. En tant que syndicalistes, nous déplorons le fait que M. Troussel confonde systématiquement le dialogue social avec les syndicats et sa communication personnelle. En effet, lors de ses vœux aux syndicats le 7 janvier, il faut signaler que les représentants des organisations étaient filmés, pris en photos par des communicants du département, et que M. Troussel a choisi ce moment là pour annoncer le déménagement. Dès le départ,

**Ludivine :** Ce déménagement va doubler mon temps de trajet, notamment à cause des embouteillages autour de la ville de Saint-Denis. Je risque de passer de 25 à 50 minutes, voire une heure, rien que pour venir. N'ayant pas accès aux transports en commun dans ma ville de résidence, je suis obligée de prendre ma voiture. A ce temps de trajet doublé, il faut y ajouter les surcoûts en termes d'essence. Cela va impacter ma vie de famille, alors que j'ai deux enfants en bas âge. Cela risque aussi de se traduire par un phénomène d'usure pour de nombreux collègues, possiblement des départs, une baisse de l'engagement au quotidien. On ne pourra pas faire mieux dans un contexte aussi dégradé.

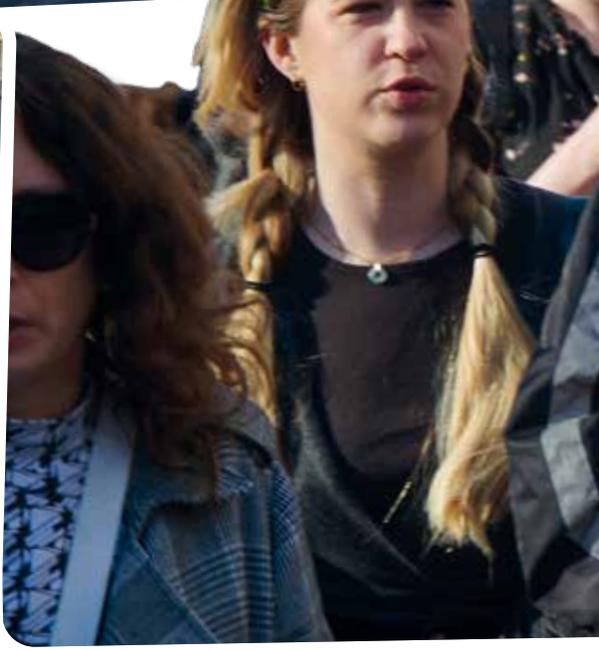
Concernant les conditions de travail futures, la réorganisation en open space et flex office nous est imposée de manière très méprisante pour notre travail au quotidien : tout devient interchangeable, tout est identique, les besoins des agent-es sont complètement ignorés. La vision que porte notre direction générale est en décalage total avec les réalités que nous vivons au quotidien. Il est très étonnant de voir le Département se calquer, avec plusieurs années de retard, sur des modèles d'organisation du travail issues du secteur privé, alors même que le secteur privé est en train de revenir dessus, après avoir constaté leurs inefficiences ! Le b.a.-ba de l'ergonomie au travail et de la prévention des risques professionnels n'ont pas été respectés, ce qui met en lumière un manque de professionnalisme de la part de notre direction, et un manque de considération pour les agent-es !

**Sabino :** Dès l'annonce en Janvier dernier du déménagement du conseil départemental, les 6 organisations représentatives des salarié-es ont pris position de manière claire et unanime,

tout est pensé en termes de communication, et il a voulu nous inclure dedans, ce que nous refusons. C'est une méthode brutale, qui a sidéré l'ensemble des agent-es concerné-es car il n'y a pas de discussion sur le fond, et la vitesse à laquelle nous est imposé ce projet empêche un véritable dialogue social, la construction d'un rapport de force, ainsi que la mise en route d'études nécessaires dans le cadre des dispositifs de prévention sur la santé et la sécurité au travail. A Saint-Denis les agent-es ne disposeront "plus" que de 29 000 m<sup>2</sup> d'espaces de travail à, contre 53 000 actuellement à Bobigny. Ce ne sont pas des petites questions. Lors d'une consultation des agent-es organisées par l'intersyndicale, environ 1062 agent-es se sont prononcé-es contre ce projet, et la présidence du département a balayé cela d'un revers de la main. Ce qui domine chez les collègues depuis plusieurs années, c'est un sentiment de défaite concernant le dialogue social au sein du Département. Cela pèse sur les collègues. M. Troussel a développé avec le temps une forme de verticalité qui n'est pas acceptable pour les syndicalistes que nous sommes.



# 8 mars - retour en images





# BLS Omnisport 93 : le club de sport se développe et se structure

Lors d'un précédent numéro du BIMI, nous vous avons présenté la création d'un club omnisport parrainé par la CGT 93 : le BLS Omnisport 93. Lancé le 1er octobre dernier, ce club de sport populaire est une initiative de plusieurs militants de la CGT de notre département qui souhaitent récréer du lien entre activité syndicale et sociabilité militante. Ouvert à toutes et à tous, sans obligation d'adhésion à la CGT, le BLS (pour Bien Être, Liberté, Solidarité, notre devise historique) s'est affilié à la Fédération Sportive et Gymnique du Travail, fédération sportive issue du Front Populaire, des conquêtes sociales et de la lutte antifasciste.

Aujourd'hui, ce sont deux activités sportives qui sont actuellement proposées par l'association :

- **des séances de boxe anglaise, le mardi de 19h à 21h à la Bourse Départementale du Travail de Bobigny**
- **des randonnées à travers toute l'Ile-de-France, le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois.**

Force est de constater que le succès est au rendez-vous : en à peine quelques mois, ce sont déjà 20 licencié-es qui suivent les entraînements de boxe du mardi, et les randonnées rassemblent une 15<sup>aine</sup> de marcheurs et de marcheuses chaque mois. Si la marche n'est pas impactée par l'extension des effectifs, ce n'est pas le cas des séances de boxe : victime de son succès, le hall de la Bourse du Travail est parfois un peu limité en terme de taille pour la pratique sportive.



Ce rapide succès permet aux camarades du club de réfléchir au développement de l'association. Parmi les pistes explorées, une réflexion autour d'un second créneau de boxe un autre soir de la semaine et le développement d'une section sports collectifs (probablement de football



en salle). Pour cela, l'association espère beaucoup d'une prochaine rencontre avec la municipalité de Bobigny afin de discuter des possibilités d'accès aux gymnases de la ville.

En parallèle, le club se structure notamment via le réseau de la FSGT 93. Un des coachs de boxe a passé avec succès un diplôme fédéral suite à un stage proposé par la fédération. Si les boxeurs et les boxeuses ne participent, pas encore, aux rencontres interclubs d'Ile-de-France, les contacts sont pris et des échanges ont déjà eu lieu pour que cela puisse être une possibilité à moyen terme pour les membres du club qui le souhaiteraient. Sur un plan plus anecdotique, un groupe de travail est en cours afin de proposer prochainement un logo et une identité visuelle pour l'association.

De son côté, la CGT 93 parraine le club notamment en facilitant l'accès à la Bourse du Travail pour les entraînements et l'hébergement administratif de l'association mais aussi en offrant du matériel de sport notamment des tapis de sol.

**Pour tous renseignements, n'hésitez pas à contacter l'association par mail à [blsomnisport93@gmail.com](mailto:blsomnisport93@gmail.com) ou Basile (président de l'association) au 06.10.47.02.78.**



## COLLECTIF FORMATION SYNDICALE UD CGT 93 PLAN DE FORMATION 2025

**Attention**, 2 nouvelles formations conseillers du salarié ont été ajoutées : du **7 au 9 avril** et du **21 au 23 mai**

### Formation pour « Être acteur toute sa vie »

- Développer la CGT (ex N2) : Module 2 du **7 au 11 avril** 2025
- Développer la CGT (ex N2) : Module 1 du **19 au 23 mai** 2025 et Module 2 (**date à venir**)
- Journée d'étude AT/MP : **12 mai** 2025
- **Combattre les violences sexistes et sexuelles** : **16 au 18 avril** 2025 ou **10 au 12 décembre** 2025
- **Initiation à l'utilisation du droit** : **13 au 14 octobre** 2025
- **Découvrir le syndicalisme Retraité** : **25 au 26 septembre** 2025
- **Bureautique** : **31 mars au 4 avril** 2025 ou **6 au 10 octobre** 2025

### Formation « Accompagnement à la responsabilité »

- **Politique financière syndicat / Union Locale** : **24 novembre au 28 novembre** 2025
- **Formation des formateurs** : **31 mars au 4 avril** 2025
- **Communication** : **16 au 20 juin** 2025
- **Maquettage d'un tract sous word** : **16 au 17 octobre** 2025
- **Animation des Luttés et Sécurité (ALS)** : **19 au 20 juin** 2025
- **Reversement via Cogétise** : **11 septembre** 2025
- **Accueil syndical / défense des droits** : **26 et 27 juin** 2025

### Formation « Accompagnement à un mandat »

- **CSE – Prise de mandat** : **17 au 21 mars** 2025
- **CSE – Santé** : **10 au 14 mars** 2025 ou **2 au 6 juin** 2025 ou **3 au 7 novembre** 2025
- **CSE Activités sociales et culturelles** : **3 au 5 septembre** 2025
- **Conseillers du salarié (UL Bobigny)** : **7 au 9 avril** 2025 ou **21 au 23 mai** 2025
- **Défenseur Syndical** : **24 au 28 mars** 2025 ou **15 au 19 septembre** 2025
- **Référent harcèlement sexuel** : **8 au 10 septembre** 2025

**Le plan de formation 2025 a été adopté à l'unanimité lors de la CEUD du 8 octobre 2024.**



## QUAND LES MÉCANO DÉFENDAIENT L'EMPLOI ET L'OUTIL COUPANT !



Vue Générale des Usines "MÉCANO" à la Courneuve (Seine)

C'est en 1914 que l'usine métallurgique Mécano spécialisée dans la petite machine-outil et la fabrication d'outillage de précision vit le jour à La Courneuve.

Quelques années plus tard, l'usine Johnson côtoyant Mécano est créée puis rachetée par les aciéries de Champagnole dont Mécano va utiliser les aciers pour sa propre fabrication d'outils coupants entraînant ainsi un rapprochement entre matières premières et chaînes de production. En toute logique, l'administrateur directeur de Mécano est Paul Faber fondateur des aciéries de Champagnole.

Sortis de l'usine par milliers, fraises, tarauds, alésoirs et forets de toutes dimensions alimentaient la fabrication de pièces essentielles notamment dans l'aéronautique ou l'automobile...

Y compris à l'international sachant qu'un tiers partait à l'exportation.

### Le tournant de 1974

Cette année-là constituera le point de départ du déclin de Mécano avec la PRISE de CONTROLE du trust multinational De Wendel.

Les effectifs ont chuté de 800 travailleurs en 1972 à 630 en 1976.

En décembre 1975, arguant de " difficultés de l'entreprise " la direction annonça qu'elle procéderait à des licenciements et demanda aux syndicats d'accepter le blocage des salaires, la réduction des horaires à 36 heures/semaine.

C'est ainsi que le 12 janvier 1976 après moult débrayages, délégations à la direction avec propositions de maintien et de développement de l'entreprise telle la création d'une école de formation, la CGT et les salariés (es) décidèrent l'occupation de l'usine.

Elle durera 115 jours au terme desquels la direction acceptera de signer le 5 mai suivant un protocole d'accord garantissant l'activité de l'entreprise jusqu'aux premiers mois de l'année 1977.

Pour la CGT, c'était un premier succès mais pour la direction un gain de temps pour mieux revenir à la charge.

Ce qui fut le cas le 12 novembre 1976 au comité d'établissement où, la direction extrapolant une baisse du chiffre d'affaires pour l'année 1977 annonçait " Que l'effectif du réseau commercial passerait de 61 à 44 personnes, ce qui obligerait de procéder à un licenciement collectif ".

### La fermeture en 1976

Le 30 décembre 1976, le couperet tomba : fermeture de l'usine et licenciement de tout le personnel. De Wendel dont Mécano était la filiale annonça cyniquement la veille du jour de l'an la mise à la porte de 417 salariés(es).

Ainsi, ce trust, issu de l'ancêtre comité des forges, avec la complicité du gouvernement Giscard d'Estaing dont Raymond Barre 1<sup>er</sup> ministre et Christian Beullac ministre du travail, décida de la mort de la filière de l'outil coupant français avec ses conséquences sur les salariés(es) qui furent licenciés(es) dans l'ordre suivant : 168 personnes le 1<sup>er</sup> janvier, 87 dans la 2<sup>ème</sup> quinzaine de janvier, 78 en février et les 84 derniers fin mars.

### La fermeture définitive intervint le 1<sup>er</sup> avril 1977

Face à cette brutalité inouïe, le 1<sup>er</sup> janvier 1977, les ouvriers avec leurs syndicats CGT et UFICT CGT décidèrent l'occupation progressive de l'usine secteur par secteur pour aboutir à l'occupation totale le 1<sup>er</sup> avril décidé par 85% du personnel.

La haine de classe des maîtres des forges dont la collaboration historique antérieure avec le régime nazi était avérée <sup>(1)</sup> ira jusqu'à couper l'eau, l'électricité, le téléphone et le gaz aux grévistes.

Durant cette période, la solidarité de la municipalité communiste, des syndicats CGT de la métallurgie et des territoriaux s'affirmera au quotidien. Elle prendra la forme d'aide matérielle, financière, de solidarité militante pour renforcer le moral des salarié.e.s en lutte.

## L'occupation perdurera jusqu'au 11

**Août 1977**, jour où la police chassa les grévistes, déménagea sans ménagement l'outil de production qui finira à la casse.

Un savoir et un savoir-faire incomparable disparaissaient sur l'autel de la rentabilité et du profit.

Longtemps resta gravée dans les mémoires l'inscription en grosses lettres blanches inscrites sur le mur de l'usine à la vue des voyageurs et des passants le long de la voie ferrée de la voie du RER B :

### **CGT MÉCANO, HALTE AUX 500 LICENCIEMENTS, NON AU BRADAGE DE L'OUTIL COUPANT.**

### **MECANO OCCUPÉ DEPUIS LE 1.1.77 - DE WENDEL NATIONALISATION - UFICT/CGT**

Cette empreinte concrète porte témoignage de ce long passé industriel détruit par le capitalisme globalisé comme une machine à broyer l'être humain, ses savoirs et savoir-faire, ses productions utiles.

Cette logique qui prévaut encore aujourd'hui interpelle sur les conquêtes à opérer par la lutte pour obtenir pouvoirs et prises de décisions par celles et ceux qui créent les richesses.

Après les longs combats des sidérurgistes lorrains fin des années 1970 vint l'avènement de la gauche en 1981 qui, un an plus tard nationalisa (à vrai dire étatisa) la



firme De Wendel pour la fondre dans Usinor-Sacilor qui devint par la suite Arcelor puis Arcelor Mittal, conglomérat du milliardaire indien.

Ses salariés sont en lutte encore aujourd'hui contre la mise à l'arrêt des hauts fourneaux à Dunkerque.

Quant à la maison De Wendel, elle devint une société d'investissement sous l'égide d'Ernest Antoine de Sellière condamné à 3 ans de prison avec sursis et 37500 euros d'amende pour fraude fiscale <sup>(2)</sup>

Cet ex-président du Medef, patron de l'UIMM <sup>(3)</sup> fut entre autres cités sur l'affaire de la caisse noire patronale constitué après les événements de 1968 pour briser les grèves et les occupations <sup>(4)</sup>.

## **La sauvegarde de la mémoire ouvrière**

Très tôt, la municipalité de La Courneuve a fait le choix de valoriser l'architecture unique des bâtiments industriels MÉCANO et CHAMPAGNOLE inspirée de l'urbanisme industriel américain en l'intégrant dans le paysage urbain.

Ainsi sont abrités en leur sein, l'annexe de la mairie, le garage municipal, la médiathèque, et le restaurant municipal...

La beauté de l'architecture entendait exprimer la fierté, la fiabilité de l'usine, sa longévité avec sa solide construction en pierre de meulière et ses larges baies vitrées du style « daylight factory » (lumière du jour d'usine).

### Sources :

<sup>(1)</sup> *Esquisse d'une histoire de la CGT (Jean Bruhat et Marc Piollet) chapitre 4 : la guerre de 1939 et la trahison de la bourgeoisie française.*

<sup>(2)</sup> *Journaux Le Monde, La Croix, Ouest France du 20 avril 2022.*

<sup>(3)</sup> *Union des industries métallurgiques et minières.*

<sup>(4)</sup> *Journal Le Point du 01 décembre 2015 ...*



# LES RETRAITÉ.ES DU 93 NE LACHENT RIEN !

***A l'initiative du groupe des 9 de Seine-Saint-Denis, syndicats USR CGT - FSU - CFE/CGC – Solidaires - FO – CFTC - FGR –et associations, LSR – Ensemble solidaire (ex UNRPA), une mobilisation importante s'est déroulée ces derniers mois. L'USR CGT dans ce cadre y a mis toutes ses forces. Nous avons appelé à un rassemblement en soutien à une délégation qui devait déposer les pétitions « Pour une autre politique de santé en France et l'égalité des soins en Seine-Saint-Denis ».***

## **LA SANTE : TOUS CONCERNÉ.E.S**

Les questions de santé touchent toutes les strates de la population mais plus particulièrement les retraité.e.s qui plus que d'autres ont besoin de services publics de la santé efficaces. Or notre département est particulièrement sous doté en lieux de soins et en moyens matériels et surtout humains (soignant.e.s et personnels de soutien). D'où la pertinence et la nécessité de nos initiatives.

Pour autant lors des interventions que nous avons fait lors du rassemblement devant la préfecture est venu y compris l'enjeu de la jeunesse de la population du département qui ne bénéficie pas d'une médecine scolaire au bon niveau. Il en est de même pour les nouveaux nés, car au niveau national et malheureusement au niveau départemental, voit une augmentation des décès. C'est bien la démonstration que les retraité.e.s se préoccupent de toutes les catégories de la population.

## **UNE MOBILISATION ET LE MEPRIS**

Depuis plusieurs mois à l'initiative de notre USR CGT 93 une campagne intersyndicale est en cours. Une campagne de rencontre avec les usagers du service public de la santé, où les militants CGT retraités du 93 ont joué un rôle prépondérant a permis de recueillir ces plus de 5400 signatures sur la pétition pour plus de moyens, et plus de justice, pour la santé dans notre département.

Malgré la réussite de la campagne de pétition, et du rassemblement, le préfet de Seine Saint Denis a fait le choix de ne pas recevoir notre délégation qui lui avait demandé un rendez-vous il y a plus d'un mois par courrier recommandé avec accusé de réception. Or l'administration ne retrouvait pas trace de notre courrier. Après plusieurs allers et retours d'un représentant du cabinet du préfet, il fut annoncé aux responsables des organisations que personne ne pouvait les recevoir.



œuvre pour que nos revendications soient prises en compte par le représentant de l'Etat dans le 93 !

## ON AMPLIFIE

Le 20 mars dernier l'ensemble des organisations de l'Île-de-France se sont rendues au ministère de la santé, pour porter les témoignages de toute la région et demander une autre politique de la santé, en France, avec au cœur la Sécurité sociale qui doit retrouver les recettes financières qui lui sont ôtées par le gouvernement, à la demande du patronat, comme pour les caisses par répartition de retraites. Ils ont également été aux portes de Maignon pour demander une augmentation des pensions de 10% pour tenter de rattraper les pertes de pouvoir d'achat ou plutôt du reste à vivre.

**La Sécurité sociale est malmenée par l'Etat, il faut qu'elle retrouve ses prérogatives, il est nécessaire de reconquérir notre Sécu. Nos vies valent plus que l'accumulation de leurs profits (98 milliards d'€ de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2024).**

La sécurité sociale est essentielle à la population : elle couvre entre autres la maladie – les retraites CNAV (répartition) – la Famille, avec notamment les allocations familiales – les accidents du travail – Maladies professionnelles – autonomie, ne leur laissons pas saboter ces conquits arrachés par de longues luttes ouvrières..

**En 2025 on fêtera les 80 ans de la Sécu, il est plus que jamais vital d'agir pour répondre aux besoins de toute la population !**

La question fondamentale de la santé n'est visiblement pas la préoccupation du préfet.

Cela n'est pas admissible ! Il faut que le préfet reçoive les représentant des organisations syndicales porteurs des exigences des signataires de notre pétition.

## ON CONTINUE

C'est pourquoi nous avons pris la décision de relancer notre campagne et de redoubler nos actions en continuant à faire signer les pétitions et retourner bien plus nombreux à la préfecture. Nous mettrons tout en



**"Pour faire vivre notre pétition pour une autre politique de santé en France et l'égalité des soins en Seine-Saint-Denis utilisez le QR code ci-dessus"**

# 22<sup>e</sup> congrès

de l'Union  
Départementale  
CGT de  
Seine-Saint-Denis

*la*  
cgt  
93

**14, 15, 16 mai 2025**

**Bourse Départementale du  
Travail - Clara Zetkin**

**1, place de la Libération - 93000 Bobigny**